

Algérie, 20 août 1955, insurrection, répression, massacres

Claire Mauss-Copeaux

Payot, janvier 2011

279 p., 23 €

En Algérie, après la vague d'attentats du 1^{er} novembre 1954 où le sigle «FLN» est apparu pour la première fois, on se demandait si le mouvement allait se poursuivre ou retomber. Les neuf mois qui ont suivi ne permettaient pas de répondre avec certitude à la question. L'insurrection du 20 août 1955 dans le Constantinois a montré pour la première fois que ce mouvement était capable de susciter une large mobilisation populaire. Pour les historiens, elle marque le début véritable de la guerre d'indépendance algérienne.

Mais un récit en a été fait par les autorités françaises d'Algérie, repris massivement par la presse, qui s'est gravé dans les mémoires des Européens d'Algérie et de nombreux Français. Il n'a cessé d'être reproduit depuis, alors que l'événement a été peu étudié par les historiens. C'est le mérite de Claire Mauss-Copeaux, déjà auteure de *Appelés en Algérie, la parole confisquée*, que de l'examiner minutieusement. En même temps que la mémoire qui s'est construite et cristallisée autour, concentrée sur les massacres d'Européens dans deux localités, supposés constituer à eux seuls l'événement.

La presse française accordait alors autant d'importance à deux faits : «La tragédie du Constantinois» et «Les 77 victimes européennes de la ville de Oued Zem au Maroc». Depuis, l'événement marocain n'est plus évoqué et les massacres d'Européens dans le Constantinois n'ont cessé d'occuper les mémoires. Sur le moment, leur récit a été étalé par la presse française d'Algérie, et conjointement avec celui de la mort de jeunes appelés métropolitains, le 18 mai 1956, près des gorges de



Palestro, à 80 km au sud-est d'Alger – sur lequel vient de porter une autre étude historique majeure, *L'Embuscade de Palestro, Algérie 1956*, par l'historienne Raphaëlle Branche (Armand Colin) –, il a joué alors un rôle de justification absolue des violentes répressions par l'armée française. Il continue d'être présenté comme emblématique de la violence du FLN.

Faisant un travail d'historien, l'auteure se penche sur la période qui a précédé, marquée par une violente répression contre les nationalistes dans toute la région de Collo, Philippeville (Skikda), Guelma et Constantine.

Ce contexte explique que, ce jour-là, des centaines d'hommes, parfois accompagnés de femmes et d'enfants, se sont joints aux maquisards de l'armée du FLN, brandissant des bâtons et des outils agricoles, pour attaquer, dans une trentaine de localités, des gendarmeries, casernes, mairies, dépôts et silos. Dans une quinzaine d'entre elles, on n'a eu à déplorer aucune victime civile. Mais dans la mine d'El Alia et dans le village d'Aïn Abid, l'offensive a viré au massacre. L'auteur examine les faits, qui diffèrent des récits ayant amplifié jusqu'à la démesure les exactions de quelques émeutiers. Et elle décrit la répression qui duré plusieurs semaines, et qui a fait des milliers de morts parmi les civils algériens.

Gilles Manceron,
co-délégué du groupe de travail
Mémoire, histoire, archives

Henri Curiel, le mythe mesuré à l'histoire

René Gallissot

Riveneuve éditions, novembre

2009, 315 pages, 25 €

Le 4 mai 1978, accusé d'être un dangereux «homme de Moscou» auprès des groupes armés du tiers monde, Henri Curiel a été assassiné à Paris. Après le livre de Gilles Perrault, *Un homme à part* (1984),

puis le film *Henri Curiel, un crime politique*, de Jean-Charles Deniau et Khaled Melha (diffusé le 26 septembre 2008 sur Canal Plus), ce livre approfondit les origines du crime. Connu pour avoir animé le réseau de soutien en France à la lutte d'indépendance algérienne, qui a pris la relève du réseau Jeanson, Henri Curiel était né au Caire en 1914 dans une famille juive d'Égypte. Parfait arabisant, comme ses amis Raymond Stambouli et Joseph Hazan qu'il retrouvera plus tard en France, il avait créé en 1943 le Mouvement égyptien de libération nationale, et, sous le pseudonyme de Younès, milité pour l'indépendance de l'Égypte contre l'Angleterre, et, dans une double adhésion à la France libre et au communisme, pour le soutien aux Alliés dans la guerre contre le nazisme.

Chassé d'Égypte en 1951, où il était accusé à tort de sionisme alors qu'il était favorable à un partage de la Palestine, Curiel est arrivé en France peu avant le renversement de la monarchie égyptienne et le départ des Anglais. Le PCF l'a qualifié alors de «*communiste égyptien douteux*». En 1957, désireux de s'engager concrètement en faveur de l'indépendance algérienne, il a rencontré Francis Jeanson qui venait de monter un réseau de soutien au FLN, et, après avoir tenté en vain d'obtenir des appuis du côté du PCF, a créé en 1960 le Mouvement anticolonialiste français. A la différence de Jeanson qui avait tendance à mythifier le FLN et à penser que l'avenir révolutionnaire était en Algérie, la priorité de Curiel était de développer un mouvement anticolonialiste en France. Emprisonné à Fresnes en 1961 jusqu'aux Accords d'Évian, il a poursuivi ensuite son combat, en soutenant la Tricontinentale impulsée par Mehdi Ben Barka, puis, avec l'organisation Solidarité, les mouvements de libération des dernières colonies. Il était aussi un pionnier de rencontres israélo-palestiniennes.



L'auteur montre que son assassinat en 1978 ne comporte guère de mystère si on le rapporte à d'autres perpétrés dans les années 1970. Accusé d'être un agent du KGB, Henri Curiel a probablement été victime d'une opération mêlant des hommes du Service action du SDECE à des anciens des commandos de l'OAS, qui n'avaient pas digéré leur défaite dans la guerre coloniale d'Algérie.

Gilles Manceron

René Cassin

Antoine Prost et Jay Winter

Fayard, avril 2011

436 pages, 25 €

René Cassin (1887-1976), prix Nobel de la paix (1968), inhumé au Panthéon (1987), a déjà fait l'objet de biographies. Celle-ci s'impose pourtant, par son caractère minutieux et l'abondance des sources utilisées. Loin de l'hagiographie, plus qu'une biographie, c'est une histoire intellectuelle replacée dans le cadre d'une génération.

Né dans une famille de moyenne bourgeoisie juive de Nice, Cassin est un brillant étudiant, candidat à l'agrégation de droit, session d'octobre 1914. La guerre change tout pour lui : grièvement blessé, il se consacre, tout en devenant professeur de droit, à défendre inlassablement les droits des mutilés (dont il dirige l'Union fédérale, forte d'un million de membres) : les droits et non des compensations, droits sociaux pour lui indissociables des droits politiques.

D'abord pacifiste et partisan de la Société des nations (SDN), fondateur d'un mouvement international d'anciens combattants incluant les Allemands, il voit précocement le péril nazi et rompt, en 1935, avec ceux qui en restent au refus de toute défense nationale. Porte-parole des anciens combattants à la SDN, il est marqué par l'affaire Bernheim, qui voit Goebbels affirmer que l'Etat souverain n'a pas

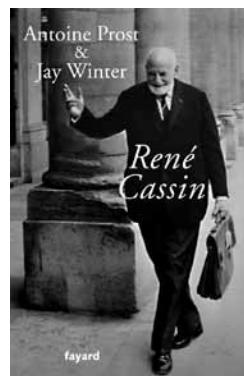
à répondre du traitement qu'il inflige à ses sujets. Il se convainc alors que les droits de l'Homme doivent primer sur la toute puissance de l'Etat, et qu'ils sont la meilleure garantie de la paix.

En juin 1940, René Cassin paie ses impôts par anticipation, et gagne Londres, où il est, auprès du général de Gaulle, l'un des rares civils et républicains. Il devient le légiste de la France libre, affirmant l'illégitimité de Vichy, et rédigeant l'« accord » Churchill-de Gaulle d'août 1940. Il contribue à préciser les buts de guerre des Alliés, pour instaurer un nouvel ordre international démocratique. A Londres puis à Alger, il organise le retour à la légalité républicaine qui accompagnera la Libération, et encadre juridiquement la répression des collaborateurs.

Un rôle fort dans l'adoption de la DUDH

En 1948, René Cassin est, sinon le « père », du moins un des principaux rédacteurs de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, que son habileté parvient à faire adopter ; Déclaration « universelle » et non internationale, pour déborder du cadre étatique et souligner les droits de l'individu. Par réalisme, il n'y inclut pas le droit de pétition individuel auprès d'un procureur international, et renonce à en faire une convention contraignante, mais un « manifeste moral et pédagogique ». Il n'est pas à l'initiative de la Convention européenne des droits de l'Homme (1950), mais il est un des premiers juges de la Cour à sa création (1959), et son président en 1968 ; à ce titre, il admet les recours individuels et la supériorité de la Convention sur le droit étatique.

Vice-président du Conseil d'Etat de 1944 à 1960, il ne semble pas l'avoir incité à sanctionner les violations de la légalité durant la guerre d'Algérie. Présidant le conseil d'administration de l'Ena, il défend l'indépendance et la formation, contre les restrictions



budgétaires. En 1958, René Cassin approuve le retour au pouvoir du général de Gaulle, pourvu que la légalité soit respectée. Associé, par ses fonctions, à la nouvelle Constitution, il désapprouve la réforme de 1962. Juif agnostique, il a été rattrapé par sa judéité. Sa famille est décimée par les nazis. Président de l'Alliance israélite universelle de 1943 à sa mort, défenseur d'Israël, il désapprouve de Gaulle en 1967.

Le prix Nobel de la paix (1968) et la panthéonisation (1987) couronnent une carrière multiforme mais unifiée autour de la primauté des droits de l'Homme dans la communauté internationale. Curieusement, l'étude ne mentionne pas l'appartenance de René Cassin à la LDH, dont il fut élu au Comité central en 1947.

Alain Monchablon,
membre du comité
de rédaction d'H&L

A l'écoute du corps et de la parole des femmes

Marie-Annick Rouméas

Yves Michel, novembre 2006

176 pages, 16 €

Gynécologue médicale en banlieue parisienne, à Ivry-sur-Seine, depuis une bonne trentaine d'années, Marie-Annick Rouméas a choisi de raconter sa pratique quotidienne de médecin et ses rapports avec les femmes qui viennent la consulter.

Adolescente, elle rejette une éducation catholique très stricte qui enferme les enfants dans le silence. Etudiante en médecine, elle vit avec allégresse Mai 1968, choisit la médecine du travail et s'engage dans le Groupe information santé, créé en 1972. Elle y découvre les conditions de travail intolérables des lignards des PTT, qui travaillent dans les égouts. La maladie est une porte ouverte sur les réalités sociales. Puis elle se spécialise en gynécologie, au